

No. 55964*

**Luxembourg
and
France**

Framework Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the French Republic on transboundary health cooperation. Luxembourg, 21 November 2016

Entry into force: *1 October 2019, in accordance with article 9*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Luxembourg, 9 October 2019*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Luxembourg
et
France**

Accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière. Luxembourg, 21 novembre 2016

Entrée en vigueur : *1^{er} octobre 2019, conformément à l'article 9*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Luxembourg, 9 octobre 2019*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG D'UNE PART,

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE D'AUTRE PART,

CI-APRÈS DENOMMÉES « LES PARTIES »,

Conscients de la mobilité des populations entre le Luxembourg et la France, ainsi que de la mise en place des différents projets de coopération transfrontalière ;

Conscients des enjeux d'amélioration permanente de la qualité des soins et de l'organisation des systèmes de soins ;

Désireux de renforcer les liens qui unissent le Luxembourg et la France ;

Désireux de jeter les bases d'une coopération sanitaire transfrontalière approfondie entre le Luxembourg et la France afin d'améliorer l'accès aux soins et de garantir leur continuité pour les populations de la zone frontalière ;

Désireux de faciliter le recours aux services mobiles d'urgence pour les populations de la zone frontalière ;

Désireux de simplifier les procédures administratives et financières, en tenant compte des dispositions du droit et de la législation communautaire ;

Décidés à faciliter et à promouvoir cette coopération par la conclusion de conventions de coopération, dans le respect du droit interne et des engagements internationaux des Parties ;

Ont décidé de conclure le présent accord-cadre de coopération et sont convenus de ce qui suit :

Article 1 – Objet

1. Le présent accord-cadre a pour objet de préciser le cadre juridique dans lequel s'inscrit la coopération sanitaire transfrontalière entre le Luxembourg et la France dans la perspective :
 - d'assurer un meilleur accès à des soins de qualité pour les populations de la zone frontalière,
 - d'assurer une continuité des soins à ces mêmes populations,
 - d'assurer, en cas d'indisponibilité des moyens nationaux, le recours le plus rapide aux moyens de secours d'urgence,
 - d'optimiser l'organisation de l'offre de soins en facilitant l'utilisation ou le partage des moyens humains et matériels,
 - de favoriser l'échange et le transfert de connaissances et de bonnes pratiques.
2. La concrétisation de la coopération visée par le présent accord-cadre se fait au moyen des conventions de coopération définies à l'article 4 dont la conclusion relève des autorités compétentes désignées à l'article 1^{er} de l'accord d'application du présent accord-cadre.

Article 2 – Champ d'application

- 1- Le présent accord-cadre est applicable à la zone frontalière suivante :
 - au Grand-Duché de Luxembourg ;
 - en République française, à la Région –Grand Est.
- 2- Le présent accord-cadre s'applique à toute personne pouvant bénéficier des prestations de l'assurance maladie de l'une des Parties, et résidant ou séjournant temporairement dans la zone frontalière visée au paragraphe 1^{er}.
- 3- Dans les limites de la zone frontalière définie au paragraphe 1^{er}, le présent accord-cadre s'applique à toute personne affiliée à un régime de sécurité sociale relevant du champ d'application des règlements de l'Union européenne sur la coordination des systèmes de sécurité sociale applicables pour les Parties et nécessitant des secours et des soins d'urgence.
- 4- Le présent accord-cadre s'applique aux professionnels de santé, salariés et indépendants, ainsi qu'aux professionnels et volontaires des services de secours, tels que définis par les réglementations nationales respectives des deux Parties, exerçant dans la zone frontalière visée au paragraphe 1^{er}.

Article 3 – Accord d'application

Un accord d'application, arrêté par les autorités compétentes des Parties, fixe les modalités d'application du présent accord-cadre.

Article 4 – Convention de coopération

- 1- Pour l'application du présent accord-cadre, les deux Parties désignent dans l'accord d'application visé à l'article 3, les autorités ou institutions qui peuvent conclure, dans le domaine de compétence qu'elles détiennent en vertu du droit interne qui leur est applicable, des conventions de coopération.
- 2- Ces conventions organisent la coopération entre structures, ressources sanitaires et secours d'urgence situées dans la zone frontalière, y ayant un point d'ancrage ou faisant partie d'un réseau intervenant dans cette zone. Elles peuvent prévoir à cette fin des complémentarités entre les structures, les ressources sanitaires et les secours d'urgence existants, ainsi que la création d'organismes de coopération ou de structures communes, en fonction des déficits et des besoins constatés en matière d'offre de soins.
- 3- Les conventions de coopération peuvent porter notamment sur les domaines suivants :
 - l'intervention transfrontalière des professionnels de santé ;
 - l'organisation des secours d'urgence et du transport sanitaire des patients ;
 - la garantie d'une continuité des soins incluant en particulier l'accueil et l'information des patients ;
 - les critères d'évaluation et de contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ;
 - les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des coopérations.
- 4- Ces conventions prévoient les conditions et les modalités obligatoires d'intervention des structures de soins, des secours d'urgence, des organismes de sécurité sociale et des professionnels de santé et agents des services de secours d'urgence ainsi que de prise en charge des patients. Ces conditions et modalités sont énumérées à l'article 2 de l'arrangement administratif, en fonction du champ matériel concerné.

Dans tous les cas, les conventions de coopération précisent :

- Les champs matériel, territorial et personnel auxquels s'applique la convention ;
 - La durée et les conditions de dénonciation de la convention de coopération ;
 - Les mécanismes de prise en charge financière des frais, les tarifs et les remboursements des prestations, faisant l'objet de la convention de coopération, en conformité avec le droit interne des Parties.
- 5- Les conventions déjà existantes doivent se conformer au présent accord-cadre selon les modalités définies à l'article 3 de l'accord d'application.

Article 5 – Professionnels de Santé – Secours d'urgence

- 1- Les professionnels de santé sont tenus de respecter le droit en vigueur sur le territoire de l'autre Partie.
Cela s'applique notamment aux droits et obligations en matière de droit professionnel valables pour le domaine de la Partie sur le territoire de laquelle l'intervention est effectuée.

- 2- Cependant, les personnels autorisés à exercer des activités dans le domaine des secours d'urgence sur le territoire d'une Partie n'ont pas besoin d'autorisation d'exercice professionnel accordée par l'autre Partie pour l'exercice temporaire de ces activités dans le cadre d'interventions transfrontalières portant sur les secours d'urgence faisant objet du présent accord-cadre et sont dispensés d'une affiliation obligatoire à une chambre professionnelle de l'autre Partie.

Article 6 – Prise en charge par un régime de sécurité sociale

- 1- Les dispositions des règlements (CE) relatifs à la coordination des régimes de sécurité sociale sont applicables pour la mise en œuvre des conventions mentionnées à l'article 4 du présent accord-cadre.
- 2- Les conventions mentionnées à l'article 4 peuvent prévoir, le cas échéant et après autorisation des Ministres chargés de la sécurité sociale, une tarification spécifique selon les modalités définies dans l'accord d'application visé à l'article 3 du présent accord-cadre.

Article 7 – Responsabilité

- 1- Le droit applicable en matière de responsabilité médicale est celui de l'Etat sur le territoire duquel sont prodigués les soins.
- 2- Une obligation d'assurance responsabilité civile couvrant les éventuels dommages qui pourraient être causés par leur activité dans le cadre de la coopération sanitaire transfrontalière, est imposée aux professionnels de santé, salariés et indépendants, ainsi qu'aux professionnels et volontaires des services de secours, aux services de secours d'urgence, aux établissements et services de santé dispensant des soins dans le cadre d'une convention de coopération.
- 3- Le droit applicable en matière de permis de conduire et des exigences techniques du véhicule en cas de transport sanitaire, visé à l'article 4 alinéa 3, est celui de l'État prodiguant les services.
- 4- Les modalités de couverture par une assurance responsabilité civile sont définies dans l'accord d'application visé à l'article 3 du présent accord-cadre.

Article 8 – Commission mixte

- 1- Une commission mixte composée des représentants des autorités compétentes signataires du présent accord-cadre est chargée de suivre l'application du présent accord-cadre et d'en proposer les éventuelles modifications. Elle se réunit au moins tous les deux ans ou, en tant que de besoin, à la demande de l'une ou l'autre Partie.
- 2- Les difficultés relatives à l'application ou à l'interprétation du présent accord sont réglées par ladite commission mixte, et à défaut, par la voie diplomatique.

- 3- De manière alternative et sur la base des échanges au sein de la commission mixte, les autorités compétentes mentionnées dans l'accord d'application visé à l'article 3 du présent accord-cadre, produisent, tous les quatre ans, un bilan sur le fonctionnement du dispositif de coopération sanitaire transfrontalière.

Article 9 – Entrée en vigueur

Chaque Partie notifie à l'autre l'accomplissement des formalités internes nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord-cadre. Celui-ci entre en vigueur au premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Article 10 – Durée et dénonciation

- 1- Le présent accord-cadre est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être modifié à tout moment, par accord mutuel entre les Parties.
- 2- Chaque Partie au présent accord-cadre peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée à l'autre Partie par voie diplomatique. Cette dénonciation prend effet six mois après ladite notification.
- 3- La dénonciation du présent accord-cadre ne préjuge pas du maintien en vigueur des conventions de coopération conclues sur la base du présent accord.

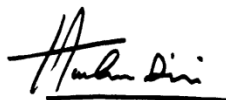
Fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016 en deux exemplaires, en langue française.
Les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg,

Pour le Gouvernement
de la République française,

Le Ministre à la Grande Région,

Le Secrétaire d'État aux Affaires européennes,



[TRANSLATION – TRADUCTION]

THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG, OF THE ONE PART, AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, OF THE OTHER PART, HEREINAFTER REFERRED TO AS “THE PARTIES”,

Aware of the population mobility between Luxembourg and France, and of the establishment of various cross-border cooperation projects,

Aware of the challenges of constant improvement of the quality of care and of the organization of care systems,

Desiring to strengthen the relations between Luxembourg and France,

Desiring to establish the foundations of enhanced cross-border health cooperation between Luxembourg and France in order to improve access to care and ensure its continuity for border area populations,

Desiring to facilitate recourse to emergency mobile services for border area populations,

Desiring to simplify administrative and financial procedures, taking into account the provisions of law and European Community legislation,

Having decided to facilitate and promote such cooperation by concluding cooperation agreements, in accordance with national law and the international commitments of the Parties,

Have decided to conclude the present Framework Agreement on cooperation, and have agreed as follows:

Article 1. Purpose

1. The purpose of the present Framework Agreement is to define the legal framework for cross-border health cooperation between Luxembourg and France with a view to:

- ☐ Ensuring better access to quality care for border area populations.
- ☐ Ensuring continuity of care for those populations.
- ☐ Ensuring, in the event of the unavailability of national capacities, the swiftest possible recourse to emergency assistance capacities.
- ☐ Optimizing the organization of the provision of care by facilitating the use or sharing of human and material resources.
- ☐ Promoting the exchange and transfer of knowledge and good practices.

2. The cooperation referred to in the present Framework Agreement shall be carried out in accordance with the cooperation agreements defined in article 4, which shall be concluded by the competent authorities designated in article 1 of the implementing agreement of the present Framework Agreement.

Article 2. Scope

1. The present Framework Agreement shall apply to the following border area:

- ☐ The Grand Duchy of Luxembourg

☐ In the French Republic, the Grand Est region

2. The present Framework Agreement shall apply to all persons eligible for health insurance benefits in one of the Parties who reside or are temporarily staying in the border area referred to in paragraph 1.

3. Within the limits of the border area defined in paragraph 1, the present Framework Agreement shall apply to any person who is affiliated with a social security scheme falling within the scope of the European Union regulations on the coordination of social security systems applicable to the Parties, and who requires emergency assistance and care.

4. The present Framework Agreement shall apply to employed and self-employed health professionals, and to assistance services professionals and volunteers, as defined in the respective national regulations of the two Parties, working in the border area referred to in paragraph 1.

Article 3. Implementing agreement

An implementing agreement concluded by the competent authorities of the Parties shall set out the procedures for the implementation of the present Framework Agreement.

Article 4. Cooperation agreement

1. In order to implement the present Framework Agreement, the two Parties shall designate, in the implementation agreement referred to in article 3, the authorities or institutions that may conclude, within their area of competence under applicable national law, cooperation agreements.

2. Such agreements shall organize cooperation between health-care facilities and resources and emergency services that are located, have an anchor point in or belong to a network operating in the border area. To that end, they may provide for complementarity between existing health-care facilities, resources and emergency services, and for the establishment of cooperation bodies or joint entities based on deficiencies and needs observed in the provision of care.

3. Cooperation agreements may relate to areas such as:

- ☐ Cross-border intervention of health professionals
- ☐ Organization of emergency assistance and of the medical transport of patients
- ☐ Ensuring continuity of care, including in particular patient reception and information
- ☐ Criteria for the evaluation and monitoring of care quality and safety
- ☐ Financial resources necessary for cooperation

4. These agreements shall set out the required conditions and procedures for intervention by care facilities, emergency services, social security bodies, health professionals and emergency services personnel, and for patient care. These conditions and procedures shall be set forth in article 2 of the administrative arrangement, depending on the material scope concerned.

In all cases, cooperation agreements shall specify:

- The material, territorial and personal scope of the agreement.
- The duration and conditions of termination of the cooperation agreement.
- The mechanisms for the financial coverage of fees and costs and for the reimbursement of benefits under the cooperation agreement, in accordance with the national law of the Parties.

5. Existing agreements shall be brought into line with the present Framework Agreement in accordance with the procedures set forth in article 3 of the implementing agreement.

Article 5. Health professionals – emergency assistance

1. Health professionals shall respect the laws in force in the territory of the other Party.

This applies in particular to relevant rights and obligations under the professional law of the Party in whose territory the intervention is carried out.

2. However, personnel authorized to perform emergency assistance activities in the territory of one Party do not need a work permit from the other Party in order to temporarily perform such activities as part of cross-border interventions involving emergency assistance under the present Framework Agreement, and are exempt from the requirement of membership in a professional association of the other Party.

Article 6. Provision of care under a social security scheme

1. The provisions of the European Community regulations on the coordination of social security schemes shall be applicable for the implementation of the agreements mentioned in article 4 of the present Framework Agreement.

2. Where appropriate and with the authorization of the ministers responsible for social security, the agreements mentioned in article 4 may provide for specific pricing in accordance with the procedures defined in the implementation agreement referred to in article 3 of the present Framework Agreement.

Article 7. Liability

1. The applicable law relating to medical liability shall be that of the State in whose territory the care is provided.

2. Employed and self-employed health professionals, assistance services professionals and volunteers, emergency services, and health-care facilities and services providing care under a cooperation agreement shall have third-party liability insurance covering possible harm that may be caused by their activity in the area of cross-border health cooperation.

3. The applicable law relating to driving licences and technical requirements for vehicles in the case of medical transport, as referred to in article 4, paragraph 3, shall be that of the State providing the services.

4. The conditions for coverage under third-party liability insurance shall be defined in the application agreement referred to in article 3 of the present Framework Agreement.

Article 8. Joint commission

1. A joint commission composed of representatives of the signatory competent authorities of the present Framework Agreement shall be responsible for monitoring the implementation of the Framework Agreement and for proposing any amendments thereto. It shall meet at least once every two years, or as necessary, at the request of either Party.

2. Difficulties relating to the implementation or interpretation of the present Agreement shall be resolved by the joint commission or, failing that, through the diplomatic channel.

3. Alternatively and on the basis of discussions within the joint commission, the competent authorities mentioned in the implementation agreement referred to in article 3 of the present Framework Agreement shall produce, every four years, an assessment of the operation of the cross-border health cooperation arrangements.

Article 9. Entry into force

Each Party shall notify the other of the completion of the internal procedures required for the entry into force of the present Framework Agreement. The Framework Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last such notification.

Article 10. Duration and termination

1. The present Framework Agreement is concluded for an indefinite period of time. It may be amended at any time by mutual agreement between the Parties.

2. Each Party to the present Framework Agreement may terminate it at any time by means of a written notification sent to the other Party through the diplomatic channel. Termination shall take effect six months after such notification.

3. The termination of the present Framework Agreement shall be without prejudice to the maintenance in force of the cooperation agreements concluded on the basis of the present Agreement.

DONE at Luxembourg on 21 November 2016, in two copies in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

Minister of the Greater Region

[SIGNED]

For the Government of the French Republic:

Secretary of State for European Affairs

[SIGNED]